Les personnels de la Fonction publique hospitalière ont perdu du pouvoir d'achat en 2006. En même temps, des milliers d'emplois statutaires ont été supprimés et la précarité s'est développée.

Salaires, emplois : il faut stopper l'hémorragie !

M.Christian Jacob, Ministre de la Fonction publique a décidé d'augmenter de 0,3% la valeur du point au 1er février 2007 en supplément des 0,5% déjà actés. Au total, ce sera 1,3% d'augmentation de traitement au titre de 2006.

Une fois de plus, l'augmentation des traitements des fonctionnaires ne compensera pas le taux d'inflation officiel (1,6%) déjà très contestable au vu de l'augmentation de certaines dépenses incompressibles comme celles liées au logement et à l'énergie.

Pour 2007, aucune ouverture de négociation annoncée, le gouvernement actuel laissera ce dossier à son successeur !

Le contentieux sur les salaires s'accentue avec un cumul de pertes de pouvoir d'achat de plus de 6% depuis janvier 2000. En six ans, ces pertes représentent en moyenne deux mois et demi de traitement.

Dans la Fonction publique hospitalière, les mesures de reclassement envisagées par le dernier protocole ne concernent qu'une minorité de personnels avec des gains de seulement quelques euros.

La plupart des catégories se «smicardisent».

Exemples de déclassement des grilles par rapport au SMIC.

Evolution des écarts par rapport au SMIC :

Catégorie C, Echelle E4

	1986	2006
Au 1er échelon	+ 14,72%	+ 0,05%
Au dernier échelon	+ 47,15%	+ 25,87%

Catégorie B 1er grade

	1986	2006
Au 1er échelon	+ 23,92%	+ 4%
Au dernier échelon	+ 95,07%	+ 65,68%

Contrairement aux affirmations des pouvoirs publics, la part des salaires des fonctionnaires ne cesse de baisser par rapport à la part des richesses produites dans le pays (-4%).

Et l'emploi se dégrade aussi !

Comme à l'Education nationale, des milliers d'emplois sont supprimés dans les établissements publics de santé. Nous estimons à plus de 15 000 le nombre de suppressions en 2006.

Les départs de personnels statutaires, lorsqu'ils sont remplacés, le sont de plus en plus souvent par des contractuels ou des emplois «aidés», CAE …
Le nombre de personnels à statut précaire, atteint en moyenne 17% de l'effectif total. (certains établissements dépassent même les 25%).

Précarité accrue mais aussi déqualification : les promotions de grades sont réduites et les faisant fonctions de plus en plus nombreux.

Face aux attaques contre le pouvoir d'achat, les carrières, l'emploi,
- exigeons d'autres choix !

Les déclarations récentes de plusieurs responsables politiques dans le cadre des prochaines échéances électorales ont de quoi inquiéter : il faudrait baisser les prélèvements obligatoires impôts et cotisations sociales pour rendre du pouvoir d'achat aux français. Argument fallacieux, car les baisses d'impôts n'ont profité qu'à une minorité de la population (4% des foyers fiscaux ont bénéficié de 80% des réductions).

Les baisses de recettes de la sécurité sociale mettent en péril l'assurance maladie solidaire et réduisent d'autant les moyens pour les établissements de santé et médico-sociaux.

Fédération Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
2 rue Henri Chevreau
75020 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 29 janvier 07

Jeudi 8 février, à l'appel de cinq fédérations syndicales de fonctionnaires : CGT, FO, FSU, SUD/SOLIDAIRES, UNSA, journée nationale de grève et de manifestations des fonctionnaires.

Le 8 février : tant de bonnes raisons d'être en grève !

Le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail n'ont jamais été aussi attaqués !

Les perspectives pour cette année ne sont pas meilleures et ce sont les bases mêmes des statuts de nos professions qui sont menacées (salaires individualisés).

La poursuite des restructurations, des réductions d'effectifs, des remises en cause des acquis, comme la réduction du temps de travail, sont autant de régressions sociales qui pèsent au quotidien sur nos vies.

Les nouvelles organisations des établissements de santé, la mise en place des pôles, sont autant de remises en cause des garanties statutaires qui déstabilisent les personnels.

Le dénigrement constant des services publics par nos gouvernants participe aussi à la dégradation des conditions d'exercice de nos missions.

Le 8 février doit être une étape de démonstration de force du mécontement des fonctionnaires et de leur volonté de voir aboutir leurs revendications.

Dans les établissements de santé, malgré les difficultés liées au manque d'effectifs, nous devons organiser cette journée de grève de manière massive, y compris pour montrer aux directions locales notre exaspération et notre détermination à ne plus subir l'insupportable.

Il faut en finir avec les replâtrages successifs qui ne satisfont personne et accroissent les inégalités !

SUD revendique une refonte totale des grilles de salaires et des déroulements de carrière pour tenir compte de l'évolution des formations et des qualifications :

➔ un salaire minimum à 1500 Euros net,
➔ 250 Euros pour tous au titre du rattrapage du pouvoir d'achat,
➔ des carrières linéaires sans barrage, par la suppression des différents grades à l'intérieur d'une même profession,
➔ l'intégration des primes dans le salaire de base,
➔ la reprise d'ancienneté de l'exercice dans le privé pour tous les personnels en poste,
➔ le recrutement dans les emplois statutaires de tous les contractuels et CAE sur emplois permanents.

Pour SUD, les problèmes de pouvoir d'achat et d'emplois concernent l'ensemble des salariés du public et du privé.

Dans le secteur sanitaire et médico-social privé les salaires suivent au mieux l'évolution de la fonction publique. Dans certaines conventions, il n'y a eu aucune revalorisation salariale en 2006. Il est indispensable de construire une action convergente public/privé pour exiger des revalorisations salariales identiques pour l'ensemble des salariés de notre secteur.

SUD santé-sociaux dépose un préavis de grève national pour les personnels de la Fonction publique hospitalière pour la journée du 8 février 2007,
et appelle à participer nombreux aux différentes manifestations unitaires qui auront lieu ce jour.